

|| L'APPROCHE DE BIDEN APPARAÎTRA RAPIDEMENT POUR CE QU'ELLE EST : UNE TENTATIVE NON PAS DE RÉALISER LA SOLUTION À DEUX ÉTATS, MAIS DE MAINTENIR L'ILLUSION DE SA POSSIBILITÉ. ||

RÉTABLIR LE CONSENSUS BIPARTISAN

Cette contrainte apparente sur la stratégie immédiate de Benjamin Netanyahu contre les Palestiniens pourrait toutefois se révéler positive sur le long terme. En effet, la complaisance inédite de Trump a eu pour conséquence d'accélérer le délitement progressif de ce qui faisait la force d'Israël par-delà les alternances politiques à Washington : le soutien bipartisan. Alors que la sympathie des électeurs républicains envers Israël grimpeait de 50 à 79% entre 2001 et 2018, elle s'est dans le même temps effondrée chez les démocrates, passant de 40 à 27%, un écart jamais atteint. Parallèlement, la cause palestinienne a fortement gagné en popularité chez les jeunes et les militants pour la « justice sociale ».

Plus inquiétant pour Israël, le désamour à son égard touche également le personnel politique démocrate. Une partie de l'aile gauche du Congrès défend désormais le BDS, ou, a minima, le droit de ses partisans à le soutenir malgré les moyens colossaux déployés pour le délégitimer, voire le criminaliser. Le soutien indéfectible à Israël a beau perdurer dans l'establishment du parti, ses fondations ne sont plus aussi solides que par le passé. Au cours de la primaire, Bernie Sanders, Elizabeth Warren et Pete Buttigieg, trois prétendants sérieux à l'investiture, se disaient prêts, à des degrés variables, à conditionner l'aide militaire à Israël (quatre milliards de dollars par an) s'ils étaient élus, proposition encore tabou il y a encore quelques années. Si elle passait les portes du bureau ovale, cette perspective représenterait un risque raisonnablement supérieur aux bénéfices à court terme tirés de la complaisance d'un Trump.

« Et que ferait Joe Biden ? Il viendrait tout gâcher. » assénait en mai dernier le chroniqueur palestinien George Zeidan, dans une tribune provocante

appelant ceux qui se soucient des droits des Palestiniens... à voter pour Donald Trump. « Biden travaillerait dur pour revenir en arrière, et faire du soutien à Israël et de la relégation des Palestiniens à nouveau une cause bipartisane. Il nous ramènerait à l'époque d'Obama, où les Palestiniens n'avaient que de belles paroles alors que le soutien militaire américain à Israël atteignait son plus haut niveau ». De fait, c'est bien de cette manière que le candidat en campagne expliquait envisager son rôle en la matière : « réparer les dégâts » qu'avait causés Trump en associant si étroitement et de manière si polarisante Israël à sa personne. En choisissant comme colistière Kamala Harris, autre défenseuse zélée des intérêts israéliens, il a également préservé sur le long terme ceux-ci des vents mauvais que ne manqueront pas de faire souffler la base et l'aile gauche du parti sur les hautes sphères du pouvoir : l'âge avancé de M. Biden fait en effet de sa vice-présidente une successeuse naturelle dès 2024.

UNE VISION DÉPASSÉE

Les artisans de la dépossession de la Palestine peuvent dormir d'autant plus tranquillement que même les évolutions les plus élémentaires risquent d'être compromises par le tropisme de la nouvelle équipe. Le retour à l'aide directe à l'Autorité palestinienne est notamment conditionné à la fin de sa politique d'aide sociale apportée aux familles des victimes de la lutte armée contre l'occupation.

La nomination d'un autre proche des cénacles israéliens, Antony Blinken, à la tête de la diplomatie augure, quant à elle, une approche du dossier qui sera tout sauf équilibrée. Le 18 mai, au cours d'une conversation virtuelle, il chargea lourdement le leadership palestinien, reprenant les éléments de langage de la diplomatie israélienne selon laquelle